

Il m'estime important pour nous de conserver la confiance en notre capacité de résoudre nos problèmes au Canada. Et je me suis réjoui, comme, je le crois, les Canadiens en général, en constatant que la conférence s'est terminée dans un esprit de cordialité entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux qui y participaient. Il a dû être rassurant de sentir la volonté des participants de continuer leur travail pour tenter de trouver des solutions. Si la conférence n'a pas suscité la ferme confiance dans notre aptitude à régler nos problèmes, je crois qu'elle a sûrement permis à la population du Canada d'espérer qu'ils soient un jour résolus. Dans l'ensemble, nos citoyens jugeront des événements et des répercussions de cette conférence.

Ceux qui ont participé à la conférence et les centaines de milliers, voire les millions, qui ont suivi les délibérations à la télévision seraient probablement impuissants à préciser les progrès concrets accomplis à la conférence. Ainsi, la délégation du Québec a exprimé son désappointement de voir que la conférence n'avait pu examiner sérieusement les problèmes qu'elle jugeait primordiaux.

Pour s'encourager, il faut se dire que la conférence n'a certainement pas détruit la Confédération, comme certains le craignaient peut-être. La plupart des prises de position et des échanges de vues ont été faits consciencieusement. Ces échanges sont salutaires. On a télévisé la conférence dans l'espoir, comme le premier ministre l'a dit, de faire mieux comprendre le pays et les diverses manières d'aborder nos nombreux problèmes à long comme à court termes et de connaître peut-être davantage les attitudes et les motifs des gens de nos diverses régions.

Il y a lieu de nous demander, je crois, si nous pouvons continuer encore longtemps à nous fier à de telles manifestations de bonne volonté de la part de ceux qui ont participé à ces conférences qui se sont terminées sur ce qu'il faut appeler une série de généralités, sans paraître enregistrer beaucoup de progrès, aux yeux des profanes du moins, et de ceux d'entre nous qui les avons observées.

Comme on l'a dit, les Canadiens ont été témoins de cette représentation trois fois déjà. Nous, qui commentons ces conférences, avons dit à peu près les mêmes choses après la Conférence sur la Confédération de demain, la première conférence fédérale-provinciale de février et celle des jours derniers. Les sujets

sur lesquels il y a eu accord étaient d'ordre très général, et les problèmes les plus épineux, soit la division des pouvoirs, le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, et le reste, ont été effleurés mais non discutés sérieusement en vue de tirer des conclusions. Naturellement, ils ont été rapidement déferés à des comités.

La Conférence faisait partie, bien sûr, de l'important effort entrepris pour élaborer des arrangements qui soient justes et acceptables pour les Canadiens en général, et que je voudrais durables. Il est difficile de discerner des domaines où des progrès concrets auraient été accomplis, dans lesquels nous serions plus près qu'auparavant d'en arriver vraiment à un accord. Il est au moins un domaine vital, celui des droits linguistiques, où nous semblons avoir perdu du terrain au cours de l'année et où nous semblons être encore moins avancés qu'auparavant.

Néanmoins, la Conférence a su éviter le genre d'intransigeance et de confrontation qui nous auraient fait craindre pour l'avenir de la Confédération. Elle a évité aussi un affrontement comme celui dont nous avons été témoins ce matin et qui m'inspire cette inquiétude. Quelques premiers ministres provinciaux, ceux des Prairies surtout, n'ont pas confirmé la réputation qui les avait précédés, et qu'au moins un d'entre eux a mise—à tort, j'espère—sur le compte de rapports injustes de la part de fonctionnaires fédéraux. Les premiers ministres des Prairies sont venus à la Conférence comme les représentants de provinces qui ont des griefs et de réels problèmes; ils les ont présentés de façon digne et constructive et ils les ont rattachés au bien national. C'est dans cette perspective qu'ils ont présenté leurs revendications au lieu d'adopter l'attitude étroite et la politique de coterie qu'on leur imputait injustement avant le début de la conférence.

Les premiers ministres ont exposé leurs griefs et, en définitive, le premier ministre a promis, je crois, en badinant qu'il s'amendrait. J'espère que ce n'était pas entièrement une plaisanterie et que la Conférence a vraiment fait comprendre au premier ministre et aux députés ministériels l'importance de préserver constamment de bonnes relations entre le gouvernement fédéral et les provinces. Dans la mesure où les remarques du premier ministre étaient sérieuses, j'espère qu'il persévérera dans les bonnes intentions qu'il avait alors manifestées. L'occasion que cette conférence a